



► Le 16 novembre 2019, lors d'une manifestation des « gilets jaunes ».

POLITIQUE

La France de la défiance

Selon une étude du Cevipof, près des deux tiers des Français considèrent que la démocratie ne fonctionne pas bien

Par JULIEN MARTIN

Ce pourrait être une bonne nouvelle. « La onzième vague du “Baromètre de la confiance politique” marque une nette remontée de la confiance », explique en introduction de son analyse Bruno Cautrès, qui a dirigé l'enquête de référence du Centre de Recherches politiques de Sciences-Po (Cevipof), publiée en exclusivité dans « l'Obs ». Mais le chercheur au CNRS ajoute aussitôt qu'il s'agit d'une « hausse en trompe-l'œil » : « Cette remontée doit être mise en perspective afin de ne pas commettre d'erreur d'interprétation. Elle s'explique en large partie par simple contraste avec la dixième vague de l'enquête, réalisée l'an dernier en pleine crise des “gilets jaunes”, qui avait vu de nombreux indicateurs plonger fortement. »

Même si la mobilisation contre la réforme des retraites n'a pas eu d'effets

aussi négatifs que la crise des « gilets jaunes » en matière de défiance politique, la conclusion du politologue est sans appel : « Les évolutions constatées entre l'an dernier et cette année ne remettent pas en cause les invariants de notre enquête, établis depuis maintenant onze ans : les Français continuent de percevoir le personnel politique et le fonctionnement du système démocratique de façon négative, voire très négative. » Et nul doute que le récent recours au 49.3 par le gouvernement ne sera pas de nature à améliorer cette perception...

LA PROMESSE DÉÇUE DU MACRONISME

Emmanuel Macron, le 14 novembre 2018, en direct du porte-avions Charles-de-Gaulle, faisait son mea culpa : « Il y a une chose que je n'ai pas réussi à faire : réconcilier le peuple français avec ses dirigeants. Ce divorce, il m'inquiète, et je considère qu'il est au cœur de la mission qui est aujourd'hui la mienne. » Un an et demi plus tard, force est de constater que la mission est un échec. « La séquence politique que nous vivons en France depuis trois ans et les dynamiques de recomposition du système partisan n'ont pas remis en cause la fracture démocratique qui sépare les élus et responsables politiques de l'image qu'en ont les Français, explique Bruno Cautrès. L'image dominante est toujours celle d'hommes et de femmes politiques peu empathiques, voire corrompus, loin des préoccupations des Français, parlant de manière trop abstraite. »

Pour parvenir à ces conclusions, le Cevipof a comparé les données des cinq années du mandat de François Hollande

à celles des trois premières années du mandat d'Emmanuel Macron. Les niveaux de confiance dans les institutions publiques nationales sont tous aujourd'hui de même niveau ou plus bas : dans l'institution présidentielle (31 % sous Hollande, 29 % sous Macron), dans le gouvernement (26 % sous Hollande comme sous Macron), dans l'Assemblée nationale (37 % sous Hollande contre 29 % sous Macron). Près des deux tiers des sondés considèrent que « la démocratie ne fonctionne pas bien en France », près des trois quarts jugent les hommes et femmes politiques « plutôt corrompus », et 80 %, qu'ils « ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens ».

De même, lorsque le Cevipof demande aux personnes interrogées ce qu'elles éprouvent en premier lieu lorsqu'elles pensent à la politique, ce sont toujours les termes « méfiance » et « dégoût » qui arrivent en tête. Enfin, « une donnée inquiétante apparaît également dans la onzième vague du baromètre », selon les mots de Bruno Cautrès : alors que la confiance dans les institutions publiques reste toujours plus élevée que celle dans les instances politiques, un effondrement de la confiance dans la police est constaté. Laquelle chute de huit points, à 66 %. Les violences policières déplorées lors des derniers mouvements sociaux ont indéniablement laissé des traces.

L'ACCROISSEMENT DES CLIVAGES SOCIOLOGIQUES

Autre axe fort du macronisme, la promesse d'émancipation ne semble pas non plus en passe de se réaliser. « On constate un accroissement des fractures et des clivages sociologiques en matière de confiance politique », note Bruno Cautrès. Un exemple symptomatique en est donné avec la confiance dans l'institution présidentielle, clé de voûte de la V^e République : cette confiance monte à 36 % chez les professions libérales et les cadres, mais tombe à 21 % chez les ouvriers ; elle s'établit à 35 % chez les diplômés à bac +2 minimum et à 23 % chez les moins diplômés. De la même manière, les écarts se sont accrues entre ceux qui considèrent que « la démocratie ne fonctionne pas bien en France » : fin 2014, le différentiel entre les professions libérales ou les cadres et les ouvriers sur cette opinion était de 16 points, il est aujourd'hui de 23 points. ➔

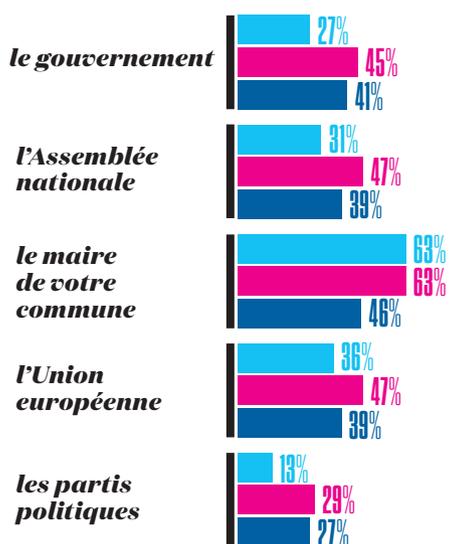
PIRE QU'EN ALLEMAGNE ET AU ROYAUME-UNI

Innovation de cette onzième vague du « Baromètre de la confiance politique » : la comparaison avec les situations au Royaume-Uni et en Allemagne, deux pays européens sensiblement équivalents au plan économique et sociétal, mais impactés différemment par les effets de la mondialisation. Le Royaume-Uni est empêtré depuis trois années dans la mise en œuvre du Brexit. L'Allemagne montre des signes de faiblesse économique et de gouvernance. « En dehors de l'exception municipale, la confiance dans les institutions politiques est dramatiquement plus faible en France que dans les deux autres pays », relève pourtant Bruno Cautrès. Même la confiance dans l'Union européenne est plus forte au Royaume-Uni qu'en France... ■

LA CONFIANCE POLITIQUE EN FRANCE, EN ALLEMAGNE ET AU ROYAUME-UNI

■ France ■ Allemagne ■ Royaume-Uni

Confiance dans...



MÉTHODOLOGIE : La onzième vague du « Baromètre de la confiance politique » a été réalisée à la demande du Cevipof par l'institut OpinionWay, entre la fin janvier et la mi-février 2020, auprès d'échantillons nationaux représentatifs des populations en âge de voter dans trois pays : 2 099 personnes inscrites sur les listes électorales en France, 1 800 personnes inscrites sur les listes électorales au Royaume-Uni et 1 760 personnes représentatives de la population allemande âgée de 18 ans et plus. Elle a été réalisée en partenariat avec les quatre principaux think tanks politiques en France : l'Institut Montaigne, la Fondation Jean-Jaurès, la Fondation pour l'Innovation politique et Terra Nova.

“On assiste à l'émergence d'un dumping politique”

Directeur de recherche au CNRS, Luc Rouban analyse les conclusions de l'enquête du Cevipof et souligne un “résultat surprenant”

A l'énoncé de la proposition : « En démocratie, rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité », 41 % des sondés se disent d'accord. Comment interprétez-vous ce résultat ?

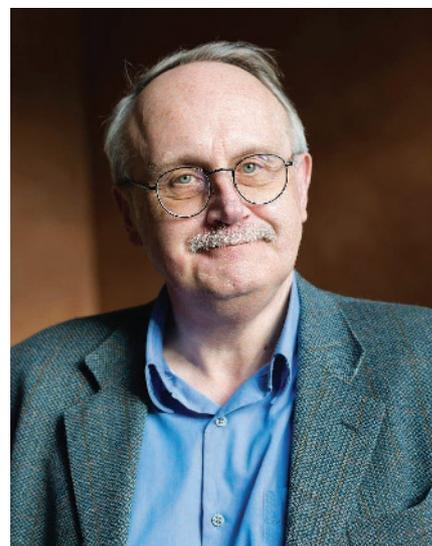
C'est un résultat surprenant. On a eu un mouvement très général d'appel à plus de démocratie à la suite du mouvement des « gilets jaunes », et, finalement, près d'un « enquêté » sur deux nous dit que l'efficacité doit primer sur la démocratie. C'est le résultat de la crise profonde de la démocratie représentative. Le débat actuel autour de la réforme des retraites l'illustre parfaitement : les institutions représentatives tournent à vide. Voir une telle proportion de personnes qui disent que les choses n'avancent pas prouve qu'il y a une forme de désillusion.

Vous écrivez dans l'analyse de l'enquête que « la France n'est pas à l'abri d'une démocratie illibérale »...

Une démocratie illibérale se définit par trois composantes : un pouvoir central fort aux mains d'un dirigeant qui ne se préoccupe pas trop du Parlement ; une application systématique d'un programme majoritaire sans tenir compte des minorités ; une critique populiste des élites en place, des partis politiques ou des syndicats. A travers ces résultats, on assiste à l'émergence d'une forme de dumping politique, qui consiste à limiter la démocratie à ses mécanismes élémentaires, comme l'élection, pour être beaucoup plus performante en termes d'action publique. Ce que d'aucuns appellent le macronisme.

Justement, vous concluez également que « le macronisme conduit à une forme d'autoritarisme »...

Quand on pousse l'analyse des résultats, on voit qu'il y a une très forte association entre l'idée d'efficacité et le libéralisme économique. On arrive donc très vite à la formule macroniste, qui consiste à dire qu'il faut dépasser le clivage gauche-



droite, abandonner les appareils partisans, avoir une approche pragmatique des problèmes sans tenir forcément compte des valeurs. Cela place le macronisme non plus en dehors de tout, mais clairement du côté du libéralisme. Finalement, le macronisme n'est qu'une nouvelle expression du libéralisme autoritaire, qui existe déjà en France chez les Républicains ou au Rassemblement national.

Dans quelle classe sociale cette demande d'autoritarisme politique est-elle le plus prégnante ? Retrouvons la fracture en vogue entre les élites et le peuple ?

Non, et c'est ça qui est intéressant. On ne peut pas opérer une lecture simpliste en termes de lutte des classes, avec des élites autoritaires et libérales qui auraient fait sécession avec le gentil peuple. En réalité, cette demande d'efficacité est bien plus politique que sociologique : elle est beaucoup plus forte chez les électeurs de droite. On voit clairement réapparaître ici le clivage gauche-droite.

J.M.